

Ministère de l'Intérieur et
des Collectivités
Territoriales

ÉVALUATION
DES BESOINS
POST CYCLONE

MATHEU
SECTEUR GRD

Novembre 2016

AVERTISSEMENT

L'évaluation des besoins du secteur de la gestion des risques et de des désastres a été préparée par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales et ses partenaires. Le rapport final du secteur a été approuvé par le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales et est publié en ligne tel quel, dans sa version non-éditée. Toute divergence avec le rapport global (PDNA) est involontaire.

TABLES DES MATIÈRES

1	RÉSUMÉ	5
2	CONTEXTE	7
3	GESTION DE LA CRISE PAR LA DPC	9
4	EFFETS DE L'OURAGAN	11
5	PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RELÈVEMENT ET BESOINS DU SECTEUR	13
6	PRIORITÉS DU SECTEUR	21
7	DÉFIS DANS LE SECTEUR	23
8	POLITIQUES SECTORIELLES EXISTANTES ET PROGRAMMES MAJEURS	25
9	STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE / PLAN D'ACTION	27
10	MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION DU SECTEUR	33



1

RÉSUMÉ

Bien que les dommages et pertes affectant le secteur de la GRD ne soient pas aussi importants que ceux d'autres secteurs tels que le logement ou l'agriculture, la GRD n'en demeure pas moins un secteur essentiel pour un relèvement durable des zones touchées par l'ouragan Matthew. Le relèvement du secteur passe par le remplacement du matériel/équipement et des stocks d'urgence perdu pendant ou après le passage de Matthew et par le renforcement des capacités dans des aspects clef de la GRD tels que la connaissance des risques, la préparation aux désastres, la gouvernance locale de la GRD. Ceci permettra au pays de renforcer ses acquis en matière de surveillance, d'alerte précoce et de réponse aux urgences sur l'ensemble du territoire national. Enfin, de par sa transversalité, le relèvement du secteur GRD fournira des outils de planification (cartes de risques, normes, indicateurs, etc.) et des espaces de coordination aux autres secteurs et assurera ainsi une réduction des risques dans chacun de ces secteurs.



2

CONTEXTE

a) Exposition et vulnérabilité du pays face aux risques

Séismes, cyclones, glissements de terrain ou simples pluies, Haïti est un pays régulièrement affecté par des menaces naturelles. La dégradation environnementale, économique et sociale du pays, ainsi que son manque de capacités adaptatives et réactives, rendent le pays fortement vulnérable aux risques naturels qui ont des conséquences dramatiques sur la population et l'économie du pays. La fréquence de ces événements plus ou moins extrêmes ne permet pas à la population de se relever correctement et contribue à entraîner le pays dans un cercle vicieux de paupérisation, décapitalisation et fragilisation généralisé à tous les niveaux.

b) Historique et structure du SNGRD

Pour faire face à cette situation, le pays s'est doté en 2001 d'un Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD), basé sur une approche proactive par rapport aux risques, et ayant pour but de renforcer la réduction transversale des risques dans les secteurs ; les capacités de préparation et réponse aux désastres, et de relèvement aux niveaux communautaire, communal, départemental et national. Depuis la création de ce système le pays s'est efforcé, avec l'appui de la communauté internationale, de développer le cadre institutionnel prévu par le Plan National de Gestion des Risques et Désastres (PNGRD) et de renforcer les capacités d'action des différentes institutions impliquées dans la gestion des risques et désastres.

Si d'importants progrès ont été réalisés depuis la création du SNGRD, la tâche est telle que beaucoup reste à faire afin de limiter l'impact des aléas naturels sur la population et les institutions du pays. Cette tâche est d'autant plus grande que la situation du pays aux cours des 15 dernières années a été particulièrement instable, tant aux niveaux politique, social, économique et environnemental.

c) Capacités de préparation et réponse

La stratégie du gouvernement Haïtien en matière de gestion des risques et désastres a été établie en 2001 à travers le Plan national de gestion des risques et désastres (PNGRD). Ce document définit les grandes orientations politiques et stratégiques du pays en décrivant des arrangements institutionnels du Système national de gestion des risques.

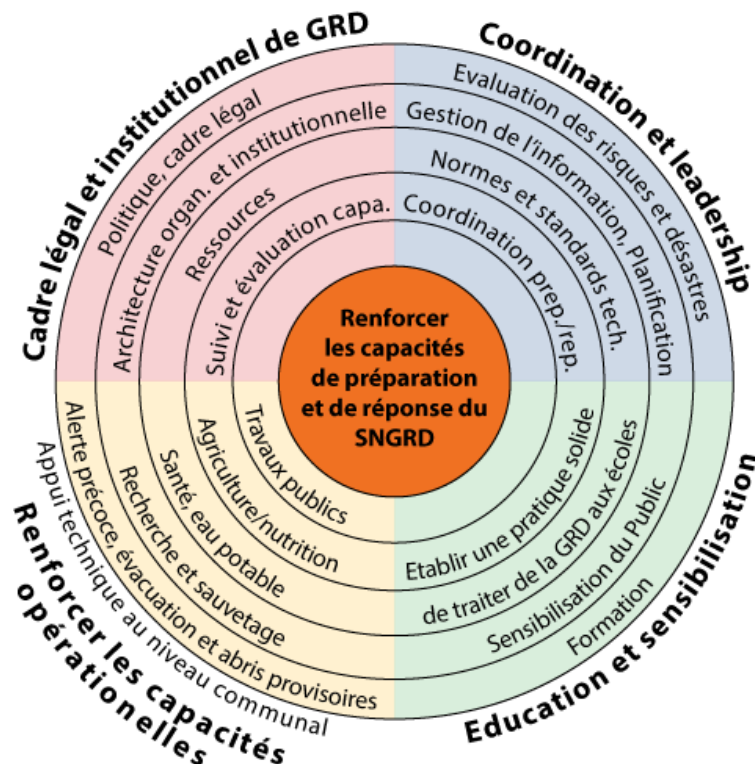
D'autres documents comme le Plan national d'intervention et les plans de contingences cycloniques qui en découlent fixent les responsabilités et les lignes opérationnelles d'intervention spécifiques de chaque acteur et chaque secteur en lien avec les différents événements.

La réduction des risques de catastrophes est institutionnelle et transversale. Donc nécessite des bases sectorielles et territoriales fortes. La faiblesse des cadres normatifs, la connaissance des risques et la problématique de la gouvernance territoriale, l'inadéquation des ressources sont autant de facteurs limitants tant en prévention qu'en réponse.

A ce niveau des avancées significatives ont été constaté en termes de coordination, de sensibilisation du public et de renforcement de réseau de protection civile, de gestion de l'alerte et d'information du public. En matière de coordination on comptait un réseau de près de 10000 volontaires, 10 centres d'opération d'urgence départementaux munis de d'entrepôt, les mairies abritant les centres d'Operations d'urgence communaux. Le système national se dotait progressivement de moyens d'opération et prépare chaque année sa contingence pour la saison cyclonique. Le plan de contingence cyclonique 2016 avait révélé les limites d'intervention du pays pour faire face à un cyclone de catégorie 3.

Les capacités de préparation et de réponse du SNGRD ont fait l'objet d'une vaste analyse en 2013 qui détermine les principales avancées, défis, besoins et recommandations en matière de préparation et réponse. Cette analyse qui reste valable aujourd'hui a identifié les priorités de renforcement et chiffres le cout de ce se renforcement sur 5 ans à plus de 125 millions de dollars US sur lesquels plus de 100 millions restaient à mobiliser.

Figure 1 : Axes d'intervention prioritaires identifiés par l'analyse des capacités de préparation et réponse en 2013.



3

GESTION DE LA CRISE PAR LA DPC

a) Alerte

La surveillance relative à l'ouragan Matthew a commencé dès la création du phénomène au large de l'arc Antillais dans l'océan atlantique. Les modèles de prédiction climatiques ont poussé les autorités Haïtiennes à mener des actions d'information et de sensibilisation du public à partir du 28 septembre et, au fur et à mesure de l'avancée de l'ouragan sur les côtes Haïtiennes, les étapes de l'alerte ont été suivies, les structures territoriales du SNGRD ainsi que l'ensemble des media (radios, télévisions, media sociaux) ont été mobilisés pour diffuser l'alerte et les mesures à prendre afin de se protéger face au danger imminent. Au même moment, des mesures telles que l'interdiction de navigation et cabotage en mer étaient prises et les premiers centres d'hébergement ouverts. Au total, ce sont 234 abris d'urgences du grand sud qui ont été ouverts préventivement afin de faciliter les évacuations des personnes les plus vulnérables.

b) Operations

Les opérations d'urgences ont démarrés dès les premiers effets de Matthew et continuent toujours aujourd'hui. Ces opérations ont consisté à :

- Coordonner les différents secteurs et les différents acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la réponse a Matthew.
- Produire et communiquer de l'information relative à la situation humanitaire des zones affectées et aux actions de réponses
- Assurer le cheminement et la distribution de l'aide d'urgence
- Gérer les abris d'urgence et appuyer la relocalisation ou le retour chez eux des personnes affectées
- Communiquer sur les risques et les effets de Matthew auprès de la population

Contribuer à la planification du relèvement

c) Analyse des faiblesses et opportunités

Si la réaction face à Matthew et la situation humanitaire qui en découle a montré des progrès importants dans la réponse aux urgences par rapport à la situation pre-seisme de 2010, le passage de Matthew a mis en exergue les nombreuses faiblesses du SNGRD et de sa capacité à répondre à un désastre majeur.

Les principales faiblesses sont les suivantes :

- Manque d'équipement logistique approprié pour véhiculer l'aide d'urgence
- Manque de personnes formées et entraînées pour répondre aux urgences
- Manque de personnes capables de coordonnées des opérations d'urgence de grande échelle
- Manque de capacités des secteurs pour la réponse aux urgences
- Manque de connaissance des risques par les secteurs
- Manque de connaissance des risques par les autorités locales et nationales
- Manque de connaissance du SNGRD et du fonctionnement du plan d'intervention par les autorités nationales et locales
- Manque d'information sur les risques par la population
- Faible capacité à gérer l'information sur les risques et les désastres
- Manque de capacités des autorités à faire appliquer les consignes relatives aux risques et à l'alerte
- Manque d'abris aux normes SPHERE
- Manque de capacités pour motiver et appuyer les personnes impliquées dans les opérations de réponse
- Manque de source d'énergie sûre pour les Centres d'opération d'urgence

Malgré ces faiblesses, le pays possède des atouts important sur lesquels il peut s'appuyer afin de mieux gérer les risques et désastres. Parmi ces atouts il convient de souligner :

- Une population jeune et dynamique
- Un système de GRD décentralisé en place
- Des cadres supérieurs formés et capable d'assurer l'encadrement des jeunes
- Une conscience nationale que la GRD est une composante incontournable du développement du pays
- Une communauté internationale prête à accompagner le pays pour réduire sa vulnérabilité
- Des outils de GRD disponible et prêt à être vulgarisés
- Capacité à mobiliser des personnes venant de zones non-touchées pour venir en appui à des zones touchées par une urgence et faire ainsi jouer la solidarité nationale

4

EFFETS DE L'OURAGAN

a) Analyse des dommages et des pertes

L'envergure de la catastrophe qui a fait près de 1,4 millions de victimes a également affaibli les capacités des institutions et de la protection civile :

En termes de ressources humaines et sociales, le système national repose en grande partie sur le volontariat. Durant cette urgence des pertes en vie humaines n'ont pas été dénombré parmi le personnel d'urgence. Cependant au niveau des régions touchées les volontaires estimés à environ 3,000 (membres CCPC, CLCC, Brigadiers, EIC) dont l'apport a été capital dans la gestion de l'alerte, l'information du public et les interventions de secours, sont fortement affectés dans leurs habitats, moyens d'existence et bien être psychosocial. De ce fait une déperdition de volontaires est à craindre dans les semaines qui viennent. Ceci est accentué par le fait que les effectifs des comités locaux, communaux et départementaux les plus touchés sont pour le moment sans rotation effective donc épuisés. Ils travaillent sans transition de la crise sécheresse de mars en passant par la crise migratoire en Juin jusqu'à ce jour sur l'urgence causée par Matthew

Une quinzaine de cadres techniques des projets d'appui et une dizaine de cadres de la protection civile ont dû se désengager durant ce mois sur les activités régulières pour se consacrer à l'urgence ce qui va engendrer des retards dans la remise de certains livrables programmés sur 2016

Les cinq 5 centres d'opération d'urgences départementaux du grand sud et du Nord ouest ont vu leurs clôtures de sécurités fortement endommagées par les vents violents et ne sont actuellement plus sécurisés. Les dégâts sont estimés à 50,000 USD en moyenne soit **250,000 USD**.

Les bâtiments de mairies hébergeant les Centres d'opération d'urgence communaux ont été affectés également dans les 5 départements les plus affectés. Près de 57 communes ont subi des dommages et le matériel et équipement bureautique dédié au fonctionnement des COU communaux est soit détruit, soit endommagé. Les couts de remplacement du matériel et de réaménagement des salles de travail s'élèvent en moyenne à 25 000 dollars par mairie, soit **1,425,000 USD**.

Le matériel et l'équipement d'intervention contenu dans les Dispositifs d'intervention de premiers secours (DIPS) ont été utilisés pour les interventions post Matthew. Ces dispositifs contiennent de l'équipement pour (i) le secours et sauvetage de personnes (Tenues de travail, outillage, matériel de sauvetage, matériel de ventilation, bandages, hygiène, etc.) ; (ii) le sauvetage-déblaiement (Outillage, systèmes d'extraction, matériel de levage et de découpage, tenues spécifiques, etc.), et ; (iii) les inondations-cyclones (tenues spécifiques aux inondations, embarcations, matériel de sauvetage nautique, etc.). Les couts de remplacement de ces équipements dans l'ensemble des zones touchées est estimé **1,860,000 USD**.

Les stocks d'urgence sont épuisés pour le moment tandis que la saison cyclonique n'est pas encore terminée : On estime les couts de remplacement des stock alimentaires et non alimentaires pour soutenir une période d'urgence de 30 jours pour 200000 familles au cout de **10,000,000 USD**.

Les fonds d'urgence ont été dépensés à hauteur de **1,574,800 USD**.

Tableau récapitulatif des dommages et pertes

	Pertes estimées en USD	Dommages estimés en USD	TOTAL
Centre d'opération d'urgence départementaux		250,000.00	250,000.00
Equipement de premiers secours	1,860,000.00		1,860,000.00
Centre d'opération d'urgence communaux		1,425,000.00	1,425,000.00
Remplacement des Fonds d'urgence	1,574,800.00		1,574,800.00
Stock d'urgence	10,000,000.00		10,000,000.00
TOTAL	13,424,800.00	1,675,000.00	15,109,800.00

5

PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RELÈVEMENT ET BESOINS DU SECTEUR

Sur la base des dommages, des pertes et des faiblesses observées dans le secteur, et compte tenu de la vulnérabilité du pays face aux désastres, les objectifs de relèvement du secteur s'articulent autour de 3 points principaux qui sont :

- Rétablir et renforcer au plus vite les capacités de réponses aux désastres dans les zones affectées afin de (i) pouvoir se préparer et répondre de la façon la plus rapide et la plus efficace possible aux prochaines urgences ; (ii) avoir un système national et local d'alerte fiable et articulé avec les services d'intervention, et ; (iii) assurer la continuité de la coordination des opérations de réponses dans une période de probable renouvellement des autorités.
- Réduire la vulnérabilité aux désastres des zones affectées à travers les opérations de relèvement, en produisant de l'information et des outils de réduction des risques appliqués au relèvement et en communiquant cette information auprès de la population en générale et des acteurs du relèvement en particulier.
- Réduire la pression et le cercle vicieux que constituent les désastres sur les ménages et ainsi, renforcer leur résilience, en initiant des mécanismes de transferts de risques dans les zones affectées.

Pour atteindre ces objectifs, 4 besoins de relèvement ont été identifiés :

1. Assurer une connaissance approfondie des risques multiples

Ceci doit d'une part servir de socle à la reconstruction, la réhabilitation et la remise en marche des activités économiques et sociales afin de ne pas reproduire la vulnérabilité, et d'autre part ; appuyer la préparation et la réponse aux désastres tant comme outil de planification, que pour le développement d'une culture du risque chez la population et ainsi assurer l'adoption de comportements adéquates face aux désastres. Ce besoin sera couvert par la mise en œuvre d'actions (i) d'identification, de surveillance et de cartographie de l'information sur les risques ; (ii) de communication et de sensibilisation du public sur les risques, et ; (iii) de renforcement spécifiques à au secteur des media.

Activité	Coût unitaire	Total
Identification, surveillance et cartographie		
Réalisation de Plans de Prévention des risques dans les zones affectées par le cyclone		4 500 000 USD
Développement d'un système de gestion de l'information sur les risques et désastres (Equipement/matériel, formation, appui technique)		600 000 USD
Formation départementales des observateurs du CNM (300 personnes sur l'ensemble du territoire)	10 000 USD	100 000 USD
Sensibilisation du public		
Renforcement de la communication collaborative et interactive (réunions, ateliers)		452 000 USD
Production de matériel et événementiels		644 000 USD
Sensibilisation dans les écoles		331 200 USD
Renforcement secteur media		
Renforcement des capacités des journalistes et des medias		433 500 USD
TOTAL		7 060 700 USD

2. Développer les capacités de réponse à l'urgence

La réponse à l'urgence demande un travail de préparation important afin non seulement de rétablir les capacités pré-Matthew mais également de renforcer ces capacités sur la base des faiblesses observées avec Matthew. Une meilleure préparation et des capacités renforcées assureront une réponse plus rapide et plus efficace en cas de désastre. Les activités à mettre en œuvre ici sont (i) le renforcement de la planification de la réponse à tous les niveaux (départemental, communal, communautaire, familial) ; (ii) le remplacement et la mise à jour des équipements et matériel d'intervention ; (iii) la formation et l'entraînement des personnes impliquées dans les opérations de réponse aux urgences ; (iv) la mise à jour du système de communication d'urgence (formation, équipement, maintenance) ; (v) le renflouement des stocks et l'amélioration de la gestion des entrepôts, et ; (vi) la mise à jour des abris d'urgence aux normes SPHERE (évaluation, réhabilitation, formation, etc.). Ici, les besoins des activités liées aux dommages et pertes ont été calculés sur la base des 57 communes les plus touchées dans 6 départements, alors que les besoins liés à des faiblesses qui se retrouvent sur l'ensemble du territoire, ont été calculés pour l'ensemble des communes et départements du pays. Pour chacune de ces activités les besoins identifiés sont les suivants :

a) Planification de la réponse à tous les niveaux

Activité	Coût unitaire	Total
Appui à la planification au niveau national		
Révision du plan de contingence national pour 2 années	10,000 USD	20 000 USD
Appui technique au développement de plans de contingences dans 4 secteurs clés (Agriculture, infrastructures, santé, éducation)	10,000 USD	40 000 USD
Atelier de révision et validation du plan de contingence national et des plans sectoriels pour 2 années	30,000 USD	60 000 USD
Appui à la planification au niveau départemental		
2 ateliers de planification (réalisation et révision ou validation) dans chaque département	7500 USD	75 000 USD
Appui à la révision du plan de contingence départemental (3 jours par départements (3 X 10 départements))	7500 USD	75 000 USD
Appui à la planification au niveau communal		
2 ateliers de planification dans chaque commune des zones affectées (15 personnes : CCPC, brigadiers, CRH, autres acteurs – 57 communes)	3 000 USD	171 000 USD
Appui à la préparation ou à la révision du plan de contingence communal (2 jours par commune)	2 000 USD	114 000 USD
TOTAL		555 000 USD

b) Equipement et matériel d'intervention et de coordination de l'urgence

Activité	Coût unitaire	Total
Appui à la planification au niveau national		
Révision du plan de contingence national pour 2 années	10,000 USD	20 000 USD
Appui technique au développement de plans de contingences dans 4 secteurs clés (Agriculture, infrastructures, santé, éducation)	10,000 USD	40 000 USD
Atelier de révision et validation du plan de contingence national et des plans sectoriels pour 2 années	30,000 USD	60 000 USD
Appui à la planification au niveau départemental		
2 ateliers de planification (réalisation et révision ou validation) dans chaque département	7500 USD	75 000 USD
Appui à la révision du plan de contingence départemental (3 jours par départements (3 X 10 départements))	7500 USD	75 000 USD
Appui à la planification au niveau communal		
2 ateliers de planification dans chaque commune des zones affectées (15 personnes : CCPC, brigadiers, CRH, autres acteurs – 57 communes)	3 000 USD	171 000 USD
Appui à la préparation ou à la révision du plan de contingence communal (2 jours par commune)	2 000 USD	114 000 USD
TOTAL		555 000 USD

c) Formation et entraînement

Activité	Coût unitaire	Total
Formation départementale		
8 ateliers de formation pour 30 personnes (3 formateurs + 2 conducteurs + 25 personnes à former) 3 jours x 8. Personnel cible CDPC.	7 500 USD	60 000 USD
2 ateliers recyclage	5 000 USD	10 000 USD
Formations communales (CCPC)		
1 session de formation par groupes de 6 communes (14 jours de formation (2 jours par secteur). Personnel cible, CCPC. Ensemble du territoire	2 500 USD	60 000 USD
1 atelier recyclage (1 jour pour chacun des 7 secteurs)	2 500 USD	17 500 USD
Total formation communale : forfait de 6 communes	55 000 USD	1 320 000 USD
pour 22 jours / 24 sessions pour 144 communes		
Formations communales (brigadiers)		
1 session de formation dans une thématique spécialisée à l'intention des brigadiers volontaires sur l'ensemble du territoire (86 sessions / 25 brigadiers par formation)	9 500 USD	817 000 USD
Recrutement et induction des nouveaux brigadiers volontaires de la DPC dans les 144 communes du pays	4 000 USD	576 000 USD
Formation en premiers secours des nouveaux brigadiers de la DPC (1 formation pour 2 communes soit 72 formations – 35 h)	10 000 USD	720 000 USD
Entraînements nationaux, départementaux et communaux		
Mise en place d'une unité à la DPC pour la préparation, la coordination et l'appui technique des entraînements et exercices de simulation		300,000 USD
10 simex départementaux de table (1 par département)	20 000 USD	200 000 USD
10 simex départementaux terrain + table (1 par département+ 3 communes)	60 000 USD	600 000 USD
2 simex nationaux terrain + table (gestion de 3 départements impactés + 3 communes)	130 000 USD	260 000 USD
Préparation et organisation de 10 SIMEX au niveau communal (CCPC, brigadiers, CRH, Scouts, Sapeurs- Pompiers)	30 000 USD	300 000 USD
TOTAL		5 240 500 USD

d) Système de communication d'urgence (formation, équipement, maintenance).

Le COUN, ainsi que les 10 COUD du pays seront équipés d'un kit complet (bureau mobile connecté composé d'un BGAN, d'un téléphone ISAT, d'un routeur wifi, d'un GPS, d'une imprimante et d'un scanner portable, d'un ordinateur portable, d'une caisse de transport). Chaque COUD aura la possibilité de mettre à disposition aux différents arrondissements des téléphones satellites, afin de favoriser la remontée d'information.

- 25 personnes cible: COUN + 10 COUD + 42 arrondissements. Chaque personne formée devient formateur au niveau départemental. Appui des scouts.
- 1 formation initiale (court terme ou moyen terme) et 2° et 3° session (moyen terme et long terme).
- 3 exercices / an : vérification des matériels et qualification des personnels.

Coût total : 350,000 USD

e) Remplacement des stocks

Coût total dans les 5 départements les plus touchés : **10,000,000 USD**

f) Mise aux normes SPHERE des abris

3. Renforcer la gouvernance de la gestion des risques et désastres

La gouvernance reste l'un des besoins les plus importants si l'on veut réduire les risques de désastres et répondre de manière efficace aux désastres. (i) la formation et l'information des autorités nationales, départementales, communales et locales ; (ii) le renforcement des capacités de coordination et de gestion (espace de rencontre, outils de coordination, termes de références, déplacements, formation, etc.), et ; (iii) le renforcement du cadre normatif lié à la GRD aux niveaux national (PNGRD, cadre légal, etc.) et territorial (zonage, arrêtés, etc.), et son application.

Activité	Coût unitaire	Total
Formation départementale		
8 ateliers de formation pour 30 personnes (3 formateurs + 2 conducteurs + 25 personnes à former) 3 jours x 8. Personnel cible CDPC.	7 500 USD	60 000 USD
2 ateliers recyclage	5 000 USD	10 000 USD
Formations communales (CCPC)		
1 session de formation par groupes de 6 communes (14 jours de formation (2 jours par secteur). Personnel cible, CCPC. Ensemble du territoire	2 500 USD	60 000 USD
1 atelier recyclage (1 jour pour chacun des 7 secteurs)	2 500 USD	17 500 USD
Total formation communale : forfait de 6 communes	55 000 USD	1 320 000 USD
pour 22 jours / 24 sessions pour 144 communes		
Formations communales (brigadiers)		
1 session de formation dans une thématique spécialisé à l'intention des brigadiers volontaires sur l'ensemble du territoire (86 sessions / 25 brigadiers par formation)	9 500 USD	817 000 USD

Activité	Coût unitaire	Total
Recrutement et induction des nouveaux brigadiers volontaires de la DPC dans les 144 communes du pays	4 000 USD	576 000 USD
Formation en premiers secours des nouveaux brigadiers de la DPC (1 formation pour 2 communes soit 72 formations – 35 h)	10 000 USD	720 000 USD
Entraînements nationaux, départementaux et communaux		
Mise en place d'une unité à la DPC pour la préparation, la coordination et l'appui technique des entraînements et exercices de simulation		300,000 USD
10 simex départementaux de table (1 par département)	20 000 USD	200 000 USD
10 simex départementaux terrain + table (1 par département+ 3 communes)	60 000 USD	600 000 USD
2 simex nationaux terrain + table (gestion de 3 départements impactés + 3 communes)	130 000 USD	260 000 USD
Préparation et organisation de 10 SIMEX au niveau communal (CCPC, brigadiers, CRH, Scouts, Sapeurs- Pompiers)	30 000 USD	300 000 USD
TOTAL		5 240 500 USD

4. Accroître le financement et le transfert de risques

Les mécanismes de financements et de transferts de risques (tels que les assurances) sont encore très limites en Haïti, pourtant le développement de tel mécanismes est essentiel afin de limiter la charge que représente les catastrophes naturelles sur la résilience des ménages et le développement durable du pays. Il s'agit ici d'une part de renflouer les fonds d'urgence utilisés pour répondre à Matthew et d'élargir se fond à la préparation, et d'initier le développement de mécanismes de transferts de risques. Les activités proposées sont les suivantes : (i) réaliser une analyse relative à la vulgarisation des services financiers de transfert de risques (assurances, micro assurances, etc.) ; (ii) le développement de mécanismes pilotes de transfert de risques dans le département de la Grande Anse ; (iii) l'utilisation pilote des nouvelles technologies dans le transfert de risques ; (iv) le réapprovisionnement du fond d'urgence, et ; (v) la mise en place d'un fond de préparation aux urgences.

Activité	Cout unitaire	Total
Promotion de mécanismes financiers de transferts de risques		
Analyse du secteur des services financiers et transferts de risques	75 000 USD	75 000 USD
Développement d'un mécanisme dans un département pilote		400 000 USD
Utilisation de nouvelles technologies dans un département pilote	125 000 USD	125 000 USD
Fonds de préparation et réponse		
Renflouement du fond d'urgence		1 574 800 USD
Mise en place d'un fond de préparation aux urgences		500 000 USD
TOTAL		2 674 800 USD

Tableau récapitulatif des besoins de relèvement pour le secteur GRD

Besoin de relèvement	Activité	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Assurer une connaissance approfondie des risques multiples	Identification, surveillance et cartographie de l'information sur les risques	1 950 000	2 800 000	450 000	5 200 000
	Communication et sensibilisation du public	293 000	408 200	726 000	1 427 000
	Renforcement du secteur des media	318 500	46 000	69000	433 500
	TOTAL (USD)	2 561 500	3 254 200	1 245 000	7 060 700
Développer les capacités de réponse à l'urgence	Renforcement de la planification de la réponse	265 000	290 000		555 000
	Remplacement et mise à jour des équipements et matériel d'intervention	640 000	610 000	610 000	1 860 000
	Formation et entraînement	447 500	1 916 000	2 877 000	5 240 500
	Mise à jour du système de communication d'urgence	350 000			350 000
	Renflouement des stocks	10 000 000			10 000 000
	Mise à jour des abris d'urgence aux normes SPHERE			125 000	125 000
	TOTAL (USD)	11 702 500	2 816 000	3 612 000	18 130 500
Renforcer la gouvernance de la gestion des risques et désastres	Formation et information des autorités nationales, départementales et communales	36,000.00	851 760	25 000	912 760
	Renforcement des capacités de coordination et de gestion	1 000 000	425 000		1 425 000
	Renforcement du cadre normatif lié à la GRD			5750 000	575 000
	TOTAL (USD)	1 000 000	1 276 760	600 000	2 912 760

Besoin de relèvement	Activité	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Accroître le financement et le transfert de risques	Développement de mécanismes de transfert de risques		75 000	400 000	475 000
	Utilisation des nouvelles technologies dans le transfert de risques		50 000	75 000	125 000
	Réapprovisionnement du fond d'urgence	1 574 000			1 574 000
	Mise en place d'un fond de préparation aux urgences.			500 000	500 000
TOTAL (USD)		1 574 000	125 000	975 000	2 674 000
GRAND TOTAL (USD)		16 873 500	7 471 960	6 432 000	30 777 960

Tableau récapitulatif par zones géographiques

Département	Court terme	Moyen terme	Long terme	Besoins totaux de relèvement
Assurer une connaissance approfondie des risques multiples				
Grande Anse	241,200.00	111,600.00	195,600.00	548,400.00
Sud	1,136,800.00	167,400.00	293,400.00	1,597,600.00
Nippes	981,600.00	90,300.00	163,300.00	1,235,200.00
Sud Est	2,000.00	962,000.00	16,000.00	994,000.00
Ouest	3,200.00	769,200.00	35,600.00	808,000.00
Nord-Ouest	195,900.00	998,900.00	84,700.00	1,279,500.00
National		250,000.00	350,000.00	600,000.00
TOTAL	2,561,500.00	3,254,200.00	1,245,000.00	7,060,700.00
Développer les capacités de réponse aux urgences				
Ensemble du territoire national	11,702,000.00	2,816,000.00	3,612,000.00	18,130,500.00
Renforcer la gouvernance de la gestion des risques et désastres				
Grande Anse	307,000.00	67,000.00		374,000.00
Sud	457,000.00	97,000.00		554,000.00
Nippes	257,000.00	57,000.00		314,000.00
Reste départements+ national	15,000.00	1,055,760.00	600,000.00	1,670,760.00
TOTAL	1,036,000.00	1,276,760.00	600,000.00	2,912,760.00
Accroître le financement et le transfert de risques				
National	1,574,000.00	125,000.00	975,000.00	2,674,000.00
GRAND TOTAL	16,873,500	7,471,960.00	6,432,000.00	30,777,960.00

6

PRIORITÉS DU SECTEUR

La priorité du secteur est dans un premier temps de rétablir les capacités physiques de préparation et de réponse dans les zones les plus affectées (remplacement des équipements/matériels et stocks) et de fournir une information détaillée à la reconstruction/réhabilitation dans les départements de la Grande Anse, du Sud et des Nippes.

Dans un deuxième temps, le relèvement du secteur consistera à accroître les capacités de préparation et de réponse par la formation, la connaissance des risques et la gouvernance de la GRD sur les zones moins touchées par Matthew.

Enfin, une action de moindre priorité sera l'initiation de mécanismes de transferts de risques dans un département pilote.



7

DÉFIS DANS LE SECTEUR

La mise en œuvre des interventions de relèvement et l'atteinte des objectifs fixés font face à 4 défis majeurs :

- Le manque de ressources nécessaire à la mise en œuvre de l'ensemble des activités prévues par le plan de relèvement.
- Démobilisation des structures de réponse aux urgences (volontaires, membres des comités, pompiers, etc.)
- Le détournement d'une partie des capacités de mise en œuvre du plan sur la réponse à d'autres urgences qui pourraient frapper Haïti pendant la période de relèvement. Cela avait déjà été le cas dans la période qui a suivi le séisme de 2010 avec le passage sur Haïti de nombreuses intempéries climatiques ainsi que l'épidémie de choléra.
- Le niveau de rotation des autorités nationales, des partenaires internationaux, ainsi que des fonctionnaires territoriaux fragilise la continuité des activités et favorise le recommencement infini des actions liées au renforcement des capacités, à la planification ainsi qu'au suivi des actions entreprises.
- Le manque de coordination qui est l'une des conséquences du point précédent et qui fait l'objet d'actions de renforcement dans ce plan de relèvement.
- Le manque de réactivité due à la faible perception des risques par la population
- Accessibilité de certaines zones reculées dû au manque d'infrastructure



8

POLITIQUES SECTORIELLES EXISTANTES ET PROGRAMMES MAJEURS

La réforme institutionnelle lancée depuis 1999 a abouti à l'élaboration d'un Plan national de gestion des risques et désastres (PNGRD) en 2001 et la mise en place d'un système national de gestion des risques et désastres (SNGRD). Bien que la plupart des politiques publiques élaborées après le tremblement de terre en 2010 notamment le plan de reconstruction de Haïti, le plan de transition (TAP) et la stratégie de développement d'Haïti (PSDH), aient érigé la gestion des risques et désastres en priorité nationale, le PNGRD demeure le seul cadre de référence en matière de gestion des risques et désastres en Haïti. L'évolution de l'environnement politique et institutionnel national et l'adoption de nouveaux instruments de coopération internationale en matière de réduction des risques de catastrophes notamment le cadre Sendai, ont amené le Gouvernement haïtien à amorcé la révision du PNGRD en 2014. Le processus de révision du PNGRD qui recherche un consensus et adhésion de toutes les parties prenantes à travers les concertations à tous les niveaux devra permettre de relever les défis importants du secteur. Les programmes et projets majeurs qui découlent du PNGRD s'articulent autour de quatre grands axes d'intervention : 1. Le renforcement de capacités institutionnelles de préparation et réponses aux désastres; 2. L'amélioration de la connaissance et stratégies de réduction des risques à travers le développement des outils méthodologiques et cartographiques, 3. L'appui à la coordination intersectorielle notamment la table sectorielle et thématique, le forum de gestion des risques et des désastres, éducation et sensibilisation du public et, 4. La réduction des risques au niveau communautaire. Il s'agit entre autres de : (i) programme d'appui au système national de gestion des risques et désastres, (ii) programme de renforcement décentralisé du SNGRD ; (iii) projet de réduction de risques en zone urbain, (iv) programme de reconstruction et de gestion des risques et désastres.



9

STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE / PLAN D'ACTION

La mise en œuvre du plan d'action de relèvement dans le secteur de la gestion des risques et désastres s'appuiera sur les mécanismes existants de coordination et de gestion de désastres (Secrétariat permanent du SNGRD, Table sectorielle et thématique GRD, Forum des ONG en GRD). En effet, le Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales à travers ses structures techniques au niveau central et décentralisé, assurera la coordination de la mise en œuvre des activités planifiées en GRD. Au niveau sectoriel, les points focaux des secteurs au sein SNGRD appuieront la mise en œuvre des activités relevant de leur secteur respectif. La déconcentration des activités et la responsabilisation des acteurs locaux seront privilégiées. Ainsi, les élus locaux à travers les cadres de concertation au niveau départemental et communal (comités départementaux et communaux de protection civile), assureront la coordination de la mise en œuvre de l'ensemble des activités de relèvement dans leur ressort territorial. L'approfondissement de la connaissance sur les risques dans les zones affectées et le développement d'une base de données cartographique seront déterminants et orienteront toutes la phase du relèvement et de reconstruction post-Matthew. Le transfert de compétences et de ressources aux acteurs nationaux ainsi que leur responsabilisation et redevabilité sont les principes qui guideront toutes les interventions du relèvement. Le programme de relèvement ciblera non seulement les zones les plus affectées (département de la Grande Anse, Sud, Sud-est, Nippes, ouest et nord-ouest) mais également le reste des départements pour ce qui est de la formation à la réponse et au niveau central en appuyant les mécanismes de coordination et de gestion des désastres.

Tableau: Plan d'action de Relèvement – Court terme

Besoins de relèvement	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/ village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat
Assurer une connaissance approfondie des risques multiples	Cartographie des risques	1 950 000	Départemental, communal, quartier	MPCE, MICT, Mairies	Nbre de départements et mairies cartographies	Nbre de plans de développements ayant utilisés ces cartes
	Sensibilisation du public	293 000	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre de supports produits Nbre de spots diffusés Nbre d'actions menées	Nombre de personnes atteintes par la sensibilisation
	Renforcement des media	318 500	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de journalistes formés
Développer les capacités de réponse à l'urgence	Renforcement de la planification de la réponse	230 000	National, départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de plans de contingence et d'urgence réalisés Nbre de ménages disposant d'un plan d'urgence
	Remplacement des équipements d'intervention	1 860 000	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre d'équipement fourni	Nbre de commune disposant de matériel adéquat
	Formation et l'entraînement	447 500	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées Unité technique créée	Nbre de personnes formées Nbre d'entraînement organisés par l'unité technique
	Mise à jour du système de communication d'urgence	350 000	National, départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre de matériel fournit	Nbre de département disposant de matériel adéquat
	Renflouement des stocks	10 000 000	Départemental	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre d'entrepôt disposant de stocks adéquat

Besoins de relèvement	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/ village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat
Renforcer la gouvernance de la gestion des risques et désastres	Renforcement des capacités de coordination et de gestion	1 425 000	Communal	CCPC	Nbre d'équipement fourni	Nbre de CCPC disposant d'équipement adéquat pour assurer la coordination
Accroître le financement et le transfert de risques	Renflouement des fonds d'urgence	1 574 000	Départemental	MEF, MICT	Montant total du Fond d'urgence	Nbre de département disposant d'un fond d'urgence

Tableau: Plan d'action de Relèvement – Moyen terme

Besoins de relèvement	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (départemental/village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat
Assurer une connaissance approfondie des risques multiples	Cartographie des risques et gestion de l'information	2 800 000	Départemental, communal, quartier	MPCE, MICT, Mairies	Nbre de départements et mairies cartographies Système de gestion de l'information créé	Nbre de plans de développements ayant utilisés ces cartes
	Sensibilisation du public	408 200	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre de supports produits Nbre de spots diffusés Nbre d'actions menées	Nombre de personnes atteintes par la sensibilisation
	Renforcement des media	46 000	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de journalistes formés
Développer les capacités de réponse à l'urgence	Renforcement de la planification de la réponse	325 000	National, départemental, communal	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de plans de contingence et d'urgence réalisés Nbre de ménages disposant d'un plan d'urgence
	Formation et l'entraînement	1 916 000	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de personnes formées Nbre d'entraînements organisés par l'unité technique
Renforcer la gouvernance de la gestion des risques et désastres	Formation et information des autorités	887 760	National, départemental, communal	CNGRD, CDGRD, CCPC	Nbre d'actions menées	Nbre de membre du gouvernement ayant reçu une formation Nbre de CDGRD ayant reçu une formation Nbre de CCPC ayant reçu une formation
Accroître le financement et le transfert de risques	Développement de mécanismes de transfert de risques	125 000	National	MICT, MEF		Analyse réalisée Nbre d'applications mobiles développées

Tableau: Plan d'action de Relèvement – Long terme

Besoins de relèvement	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat
Assurer une connaissance approfondie des risques multiples	Cartographie, surveillance, gestion de l'information des risques	450 000	Départemental, communal, quartier	MPCE, MICT, Mairies	Nbre de départements et mairies cartographies	Nbre de plans de développements ayant utilisés ces cartes Système de gestion de l'information fonctionnel Nbre d'observateurs formés
	Sensibilisation du public	726 000	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre de supports produits Nbre de spots diffusés Nbre d'actions menées	Nombre de personnes atteintes par la sensibilisation
	Renforcement des media	69 000	Départemental, communal,	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de journalistes formés
Développer les capacités de réponse à l'urgence	Formation et entraînement	2 877 000	Départemental, communal	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de personnes formées Nbre d'entraînement organisés par l'unité technique
	Mise à jour des abris d'urgence aux normes SPHERE		Départemental	DPC, CDGRD	Nbre d'actions menées	Nbre de personnes formées Nbre d'abris aux normes SPHERE
	Formation et information des autorités	125 000	National, départemental, communal	CNGRD, CDGRD, CCPC	Nbre d'actions menées	Nbre de membre du gouvernement ayant reçu une formation Nbre de CDGRD ayant reçu une formation Nbre de CCPC ayant reçu une formation
Renforcer la gouvernance de la gestion des risques et désastres	Renforcement du cadre normatif	575 000	National, départemental, communal	MICT, primature, parlement, délégation, mairie	Nbre de textes légaux proposés aux maires et délégués Avant-projet de loi révisé	Nbre de mairies et délégations ayant pris des dispositions légales
	Formation SPGRD sur le relèvement	25 000	National	MICT, MPCE	Nbre de formations réalisées	Nbre de personnes formées

Besoins de relèvement	Activités	Coût	Niveau auquel cette activité devrait être entreprise (département/ village)	Partie responsable (gouv national / local /autre)	Indicateur de Progrès	Suggestion Indicateur de résultat
Accroître le financement et le transfert de risques	Mise en place d'un fond de préparation aux urgences	500 000	National, départemental	MICT, MEF	Mécanisme en place	Fond disponible
	Développement d'un mécanisme de transfert de risque dans un département pilote	475 000	National, départemental	MICT, CDGRD. MEF	Mécanisme en place	Nbre de personnes bénéficiant du mécanisme

10

MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR L'ÉVALUATION DU SECTEUR

L'analyse du secteur de gestion des risques et désastres a porté essentiellement sur les zones les plus affectées par l'ouragan Matthew. Il s'agit des départements de la Grande Anse, Sud, Sud-est, Nippes, Ouest (région des Palmes et Gonâve) et Nord-ouest. Les données primaires et secondaires utilisées sont celles qui ont été collectées par les acteurs humanitaires dans les zones affectées et centralisées au niveau du centre d'opération de secours d'urgence (COUN) dans un système de collecte de données. La méthodologie de collecte et traitement des données est basée sur : les missions d'observation hélicoptérées, la collecte directe sur le terrain à travers les entretiens individuels, l'analyse des cartes multirisques, des photos aériennes et des images satellitaires. Les documents suivants ont été consultés dans le cadre de l'analyse : le rapport DALA post-Matthew, les rapports de situation de la Direction de la protection civile, les rapports d'évaluation des autres secteurs, l'analyse des capacités de préparation et réponse, le Plan national de gestion des risques et désastres, le Plan national d'intervention, le Plan de contingence national 2016. La méthodologie de collecte des données n'a pas montré de limite en dehors du temps relativement court pour approfondir la collecte de certaines données spécifiques (genre, handicap) en lien avec la gestion des risques et désastres.



Ministère de l'Intérieur et
des Collectivités
Territoriales